

**ARRÊTÉ DCPAT 2025 – n° 963 portant mise en demeure  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Société SECATEURS PRADINES,  
Situé à BAUGE-EN-ANJOU,**

**Installation de fabrication de sécateurs  
avec notamment des opérations de traitements industriels par l'intermédiaire de sels fondus**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques**

**Vu** l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

**Vu** le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**Vu** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DRAJ/MICCSE n°2025-36 du 22 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-200-n°709 délivré le 2 octobre 2000 à la société DEVILLE pour l'exploitation d'installations de fabrication d'outils coupants avec notamment des opérations de traitements industriels par l'intermédiaire de sels fondus, sur le territoire de la commune de Baugé-en-Anjou à l'adresse suivante ZI de Beauregard au titre de la réglementation des installations classées pour l'environnement ;

**Vu** le courrier du 10 novembre 2017 de la société DEVILLE SA déclarant garder à son compte l'exploitation des installations de fabrication d'outils coupants, activité qu'elle exerçait en parallèle de l'activité de fabrication de pièces automobiles reprise par DEVILLE ASC ;

**Vu** la demande de changement d'exploitant du 24 juin 2019 informant de la reprise d'exploitation des installations de fabrication d'outils coupants par la société SECATEURS PRADINES ;

**Vu** l'article 8.8 concerné de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2000 susvisé qui dispose :

« Les installations sont équipées d'un bassin de confinement ou tout autre dispositif équivalent. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances » ;

**Vu** le calcul du volume de 547 m<sup>3</sup> d'eaux susceptibles d'être polluées à mettre rétention lors de la lutte incendie du site transmis par courriel du 14 juin 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 août 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 23 juillet 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- non respect des prescriptions de l'article 8.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-visé : le site est raccordé à un bassin de confinement, cependant l'exploitant ne dispose pas d'autorisation pour son accès et son exploitation. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ne peuvent pas être actionnés en toutes circonstances. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas apporté les éléments permettant de justifier de la suffisance du volume de confinement. En particulier, des éléments justifiant de la séparation du réseau d'eaux pluviales des zones périphériques, du réseau des deux sites DEVILLE ASC et SECATEURS PRADINES, sont attendus.

En l'absence d'accessibilité aux organes de commande du bassin , le site ne possède pas de dispositif opérationnel de rétention des eaux polluées en cas de déversement accidentel ou d'incendie. ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.8 de l'arrêté préfectoral susvisé sur le confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SECATEURS PRADINES de respecter les prescriptions dispositions de l'article 8.8 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Maine-et-Loire

## **ARRÊTE**

### **Article 1 -**

La société SECATEURS PRADINES exploitant un site de fabrication d'outils coupants, et notamment des installations de traitement industriel de trempe et revenu, sise ZI de Beauregard sur la commune de BAUGE-EN-ANJOU, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.8 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2000 susvisé en disposant, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, d'un dispositif de rétention opérationnel et suffisamment dimensionné par rapport au besoin de confinement évalué à 547 m<sup>3</sup>. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

## **Article 2 – Publicité**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 3 - Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 4 – Exécution – Ampliation**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-Préfet de Saumur, la Colonelle commandant le Groupement de Gendarmerie de Maine-et-Loire, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, le Maire de la commune de Baugé-en-Anjou, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société Sécateurs Pradines située 1, rue Roger Devillé – Z.I de Beauregard – 49150 BAUGÉ-EN-ANJOU par courrier recommandé.

Fait à Angers, le **15 OCT. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général de la préfecture,

Emmanuel LE ROY

12 OCT 2012